

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Eau, Environnement et Forêt



ARRETE PREFECTORAL
portant prescriptions spécifiques à déclaration
au titre de l'article L.214-3
du code de l'environnement concernant
la construction d'un bâtiment à usage
commercial ouvert au public
« Grand-Frais »
Commune de THIERS
Dossier n° 63-2019-00139

La Préfète du Puy-de-Dôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et imposant le bon état écologique des masses d'eau pour 2015 ;

VU la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale ;

VU le Code Civil et notamment l'article 640 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 et R.214-32 à 214-56 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Dore, approuvé par arrêté inter-préfectoral en date du 7 mars 2014 ;

VU le plan de prévention des risques inondation (PPRi) de l'agglomération Thiernoise approuvé le 22 décembre 2008 ;

VU le dossier de déclaration élaboré par le cabinet INTERFACE Environnement, déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, reçu le 02/05/2019, présenté par la la société EPURE, enregistré sous le n° 63-2019-00139, relatif à la construction d'un bâtiment à usage commercial type supermarché, sur la commune de Thiers ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidences,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques.

CONSIDERANT que l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques a été sollicité par courrier en date du 3 juin 2019 ;

CONSIDERANT que le déclarant a émis un avis sur le projet d'arrêté dans le délai de 15 jours imparti ;

CONSIDERANT que les parcelles du projet sont situées en « zone O1 » du lit majeur d'un cours d'eau, correspondant à la zone d'aléa faible du PPRi de l'agglomération Thiernoise, sont compensées ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau grâce aux systèmes de régulation des rejets et de traitement des eaux d'écoulement générées par l'imperméabilisation de surface ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme ;

ARRETE

Titre I : Objet de la déclaration

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Société EPURE, domiciliée 17 allée Alan Turing - 63170 AUBIERE, de sa déclaration reçue le 02/05/2019 en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la construction d'un bâtiment à usage commercial type supermarché, sur la commune de Thiers.

Les travaux réalisés rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de l'article R. 214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Déclaration
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D).	Déclaration

Titre II : Prescriptions techniques

Article 2 : Prescriptions spécifiques

2.1. Description générale du projet

- surface du projet : 1,1 ha,
- surface du bassin versant en amont : 0 ha,
- surface totale du projet : **1,1 ha.**
- surface de remblais en lit majeur : 0,748 ha.

2.2. Descriptif technique

2.2.1. Traitement des eaux pluviales

Les ouvrages de rétention sont dimensionnés pour stocker sans débordement les eaux de ruissellement de toute pluie de retour 10 ans (T10). L'ensemble des eaux de voiries internes, parkings et du bâtiment sont collectées et rejetées dans le bassin de rétention-restitution, avec un débit de fuite de 3,3 l/s. Le rejet du bassin se fait dans le réseau d'eaux pluviales de la Ville de Thiers passant au droit de la parcelle d'implantation du bassin.

L'exutoire du bassin est constitué d'un regard de régulation et d'une vanne murale de fermeture.

Les ouvrages ont les caractéristiques suivantes :

Ouvrage	Bassin	TOTAL
Volume de stockage (en m³)	290	290
Débit de fuite (en l/s)	1,1 ha x 3 l/s	3,3

Un tabouret de branchement est installé au droit du lot à bâtir pour récupérer les eaux pluviales du futur bâtiment, des parkings et des voiries internes.

Conformément au règlement du service d'assainissement collectif, le contrôle des branchements relève de la responsabilité du maître d'ouvrage gestionnaire des réseaux (article L.1331-4 du code de la santé publique).

Le plan des aménagements et des Ouvrages de Gestion des Eaux Pluviales est joint en annexe au présent arrêté.

2.2.2. Moyens de surveillance et d'entretien des ouvrages collectifs

L'entretien courant des ouvrages collectifs de gestion des eaux pluviales est réalisé conformément aux dispositions du § 7 du dossier de déclaration. Il est de la responsabilité de l'exploitant du site et du bâtiment à usage commercial.

Pour l'entretien des espaces verts et des ouvrages de rétention, l'usage de pesticides et autres produits phytosanitaires est interdit afin de limiter la pollution du milieu récepteur.

Un registre de surveillance contenant les visites de contrôle, les interventions d'entretien, les vérifications et les réparations éventuelles, est tenu à jour par le propriétaire du bâtiment à usage commercial ou de son exploitant en cas de délégation de gestion. Il est tenu à la disposition des services en charge du contrôle.

2.2.3. Compensation en zone inondable

L'intégralité du site aménagé est située dans le lit majeur de la « Dore », défini comme zone inondable par le PPRi de l'agglomération Thiernoise.

L'emprise du futur bâtiment construit sera compensée par la réalisation de dépressions type bassin, dont le volume total de compensation est de 1 706 m³ (96 + 750 + 860). Cette compensation tient compte de l'emprise au sol du bâtiment envisagé et de la côte des plus hautes eaux (PHE).

Article 3 : Information des services

Le service en charge de la police de l'eau et l'Agence Française pour la Biodiversité sont tenus informés au moins quinze jours à l'avance du démarrage des travaux.

A la fin de la phase d'aménagement, un exemplaire du dossier de récolement est adressé par le permissionnaire au service en charge de la police de l'eau.

Article 4 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III : Dispositions générales

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'entretien et la surveillance des installations est sous la responsabilité de la société EPURE. Toutefois en cas de cession du site et du bâtiment, l'ensemble des prestations concernant le fonctionnement et la conformité du système seront reprises à la charge du nouvel exploitant. Le changement de responsabilité doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du service en charge de la police de l'eau.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Publication et information des tiers

L'arrêté sera transmis à la mairie de la Ville de Thiers où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, et pour information à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Dore.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet des services de l'État de la préfecture du Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six mois.

Article 9 : Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par la collectivité et dans un délai de quatre mois par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de son affichage à la mairie de la Ville de Thiers.

Le recours peut également être fait via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du Code de Justice Administrative.

Article 10 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme,
Le maire de la Ville de Thiers,
Le gérant de la Société EPURE,
Le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,
Le chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand le 9 juillet 2019

Pour le directeur départemental des territoires,
et par délégation,
La cheffe du service eau environnement et forêt,



Caroline MAUDUIT

ANNEXE
Plan des OGEP

